



FINALISATION DE L'ACCORD UE-MERCOSUR : LA COMMISSION EUROPÉENNE SE FOUT DU MONDE AGRICOLE, LA BELGIQUE NE DOIT PAS NOUS ABANDONNER

Ils l'ont fait. Les négociateurs de la Commission européenne ont finalisé l'accord UE-Mercosur ce vendredi 6 décembre 2024 en Uruguay. Pour exporter des voitures ou des produits chimiques, la Commission est donc prête à sacrifier son agriculture et augmenter les importations de produits agricoles venant des pays du Mercosur, que nous produisons déjà chez nous et en mieux ! Les conséquences de cet accord toxique dénoncé de toute part seraient multiples.

En concluant cet accord, la Commission européenne est prête à :

- Abandonner les agriculteurs et agricultrices qui chaque jour nous nourrissent. Le message est simple : soyez compétitif ou nous vous remplacerons via des importations ;
- Sponsoriser la déforestation en Amérique du Sud et la crise climatique ;
- Mettre en danger la santé des consommateurs européens à travers des importations de viande aux hormones ou de sucre produit avec des pesticides interdits en Europe.



Sauver son Green Deal ou miser sur le libre-échange sans foi ni loi : la commission européenne devait faire un choix. Faire évoluer nos pratiques tout en étant compétitif face à des produits importés ne respectant pas nos normes, c'est intenable sur le terrain. » L'Europe s'enfoncé dans ses incohérences schizo-phréniques et c'est insupportable.

L'accord UE-Mercosur n'est que le symbole d'un système défaillant : celui du libéralisme agricole. La FUGEA dénonce depuis toujours les politiques commerciales basées sur le libre-échange et la concurrence déloyale entre agriculteur.ices. Un modèle qui fragilise nos fermes et notre production nourricière. Il faut revenir à plus de protection et régulation mais la Commission européenne s'entête dans son logiciel dépassé.

Il fallait stopper les négociations. Des indemnités ou des clauses-miroirs incomplètes et impossibles à contrôler sont des enfumages auxquels personne ne croit. Après des années de lutte contre cet accord, voir la commission européenne finaliser un tel accord est une gifle pour les agriculteurs et agricultrices de la FUGEA.

Mais le combat n'est pas fini ! L'accord doit encore être signé par le conseil de l'UE, puis ratifié par le parlement européen et (normalement) par les parlements nationaux. Notre syndicat appelle solennellement le gouvernement belge à (i) s'opposer à la scission de l'accord (pour s'assurer que les parlements nationaux auront leur mot à dire) et (ii) à rejoindre la minorité de blocage au sein du Conseil.